Les traités de libre-échange organisent le génocide des agriculteurs

Le 21-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Le 21 février 2018

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le niveau de vie des agriculteurs baisse de manière dramatique au point que certains ne peuvent même plus se payer un salaire au niveau du SMIC. La cause est la transformation du modèle agricole en activité économique insérée au marché mondial. C'est la politique de l'Union européenne qui accélère cette évolution avec les accords de libre-échange.

Lire la suite pour regarder l'excellente vidéo de Jacques Sapir, sur Radio Sputnik, invité Thierry Pouch, économiste, chef du service études et prospective à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture et chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

Les traités de libre-échange déjà signés (par exemple le CETA avec le Canada), et ceux qui risquent de l'être avec l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Mercosur (marché commun de l'Amérique du Sud), organisent un massacre systématique de la paysannerie française. Les dégâts concernent toute la société, car cette course à la compétitivité agricole accélère la destruction de la nature avec l'usage massif des pesticides et autres intrants, et dégrade la qualité des produits alimentaires. Toute la société doit se révolter contre les politiques menées par l'Union européenne.

Une excellente vidéo permet en quelques minutes de comprendre la situation et ses causes. Jacques Sapir, sur Radio Sputnik, a invité Thierry Pouch, économiste, chef du service études et prospective à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture et chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Il est l'auteur de *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, aux Presses Universitaires de Rennes.

Pour regarder cette vidéo cliquez ci-dessous :

{source}
<iframe width="340" height="260"
src="https://www.youtube.com/embed/EMSmiT6UXuw" frameborder="0"

```
allow="autoplay; encrypted-media" allowfullscreen></iframe>
```
{/source}

À vous aussi d'agir pour que le CETA ne soit pas ratifié par les parlementaires français ! C'est, en effet, cette année que les députés et les sénateurs vont se prononcer pour ratifier ou pas ce traité. Si le NON l'emporte le CETA sera caduc. Il faut donc ne pas hésiter à agir partout en France pour faire pression sur les parlementaires.

Signez la pétition appelant les parlementaires à voter NON :
http://www.pardem.org/actualite/779-signez-la-petition-contre-la-ratification-du-ceta

Téléchargez le tract-pétition et allez sur les marchés, aux portes et dans les entreprises, dans votre entourage pour la faire signer :
http://www.pardem.org//images/Tracts/Tract-CETA-8Janvier2018.pdf

Envoyez-nous ensuite cette pétition signée par courrier à l'adresse suivante : Pardem 12, rue de la Gare 29240 KERNEVEL ou encore scannée à l'adresse suivante contact@pardem.org

Vous trouverez aussi la lettre ouverte à envoyer à vos parlementaires :
http://www.pardem.org/le-parti/campagnes/ceta/773-lettre-ouverte-aux-parlementaires-francais

En savoir plus : argumentaires, formulaires pour les parlementaires, mode d'emploi de la campagne :
http://www.pardem.org/le-parti/campagnes/ceta

En faire encore plus ? Contactez-nous pour vous organiser localement : contact@pardem.org

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire